

Déclaration liminaire de la FSU 01 CTSD et CDEN des 14 et 17 avril 2020



M. le Préfet de l'Ain,
Mme la Directrice Académique de l'Ain,
Mesdames et Messieurs les membres du CTSD et du CDEN,

Contexte national

Cette instance se tient dans un contexte inédit, celui d'une crise sanitaire mondiale. Nous l'avons dit et répété depuis plusieurs semaines, l'urgence est sanitaire, et non à la continuité pédagogique claironnée à grand renfort médiatique par notre ministre. L'urgence est sanitaire et, nous le répétons, n'est pas de maintenir des dispositifs et procédures demandant parfois aux personnels voire aux parents de sortir de chez eux : c'est le cas notamment pour Affelnet ou les procédures de maintien dont nous demandons le report.

Certes nous avons appelé et appelons encore les personnels à la solidarité, notamment pour l'accueil des enfants de personnels soignants. Mais nous regrettons comme bien des professionnels l'arrivée tardive des masques de protection. Il y a 15 jours seulement, on nous répondait encore, les gestes barrières suffisent et sont la réponse adaptée ! Dans les écoles, avec des enfants de maternelle ou d'élémentaire, quelle honte ! Nous appelons aussi à votre vigilance Monsieur le Préfet et Madame la Directrice Académique pour que dans ces écoles et établissements d'accueil, les préconisations ministérielles soient réellement tenues, avec le nettoyage 2 fois par jour des locaux utilisés pour l'accueil des enfants, alors qu'à ce jour, il n'est pas effectué systématiquement.

Par ailleurs, nous demandons la mise en place d'un protocole clair lorsqu'il y a un cas avéré ou potentiel de COVID-19 dans ces lieux d'accueil. Ce protocole doit permettre de définir les responsabilités de chacun (IEN et directeur.rice) pour l'information auprès des collègues liés à l'établissement d'accueil, ainsi qu'auprès des familles. Il doit aussi suggérer aux familles dont les enfants sont potentiellement contaminés de trouver un autre mode de garde afin de limiter les chaînes de contamination, à l'instar de ce qui se fait dans le Rhône avec la CAF. Enfin, nous redemandons ici une information rapide et transparente des élus du personnels, notamment en CSHCT puisqu'ils existent encore (pas pour longtemps malheureusement).

Depuis l'annonce de la fermeture des écoles et établissements scolaires, les enseignant-es travaillent sans relâche afin de maintenir un lien scolaire avec leurs élèves. Mais force est de constater que cette continuité est difficile à mettre en œuvre et exacerbe les inégalités sociales, pénalisant ainsi les conditions d'apprentissage d'un grand nombre de nos élèves.

Les personnels ont aussi fait preuve d'un investissement considérable pour adapter leurs pratiques pédagogiques à une multitude d'outils numériques qui ne sont malheureusement pas toujours performants, mettant en évidence le manque de préparation en la matière malgré les beaux discours ministériels.

Pour toutes ces raisons, parler de « continuité pédagogique » est un leurre. Par ailleurs, de nombreux collègues maintiennent un contact téléphonique avec les familles, en utilisant leur téléphone personnel. Car plus qu'une continuité scolaire, c'est une continuité humaine : maintenir un lien avec les familles, notamment celles dont les difficultés sociales ou familiales sont exacerbées par le confinement. La « continuité pédagogique » met par ailleurs bien en évidence le caractère indispensable d'une présence physique humaine et professionnelle auprès des élèves de la maternelle au baccalauréat.

Pendant ce temps, le ministre annonce un soutien scolaire à distance pendant les vacances : les « vacances apprenantes ». Encore un slogan et une belle opération de communication ! Si le lien éducatif a été maintenu avec les élèves dans la période de confinement, l'école s'est arrêtée le 13 mars. Prétendre résoudre à distance des difficultés scolaires est un mensonge, la communication ministérielle est donc en total décalage avec la réalité.

Est-ce qu'il faut l'écouter, quand d'un côté les grandes autorités nous assurent qu'il faut renforcer le confinement au maximum et que de l'autre, un ministre de l'Education fait son show sur BFMTV en annonçant que familles et enseignant-es doivent se rencontrer pour échanger des photocopies ? Un conseil, Mesdames et Messieurs, ne regardez pas BFMTV. Et n'écoutez pas le ministre non plus... Il est vrai qu'à l'Éducation Nationale, nous avons été grandement servis en propos ubuesques et contradictoires dans la période. Notre ministre est très fort. Sans rire, il a annoncé que « jamais les écoles ne fermeraient. », 2 heures seulement avant que le Président annonce la fermeture... de toutes les écoles, collèges, lycées et universités de France. Plus fort encore, une fois celle-ci fermées, droit dans ses bottes, il a annoncé que « l'Éducation Nationale était fin prête pour la continuité pédagogique ». Il est vraiment fort, jusqu'à son annonce à BFMTV, mais celle là, elle ne prête pas à rire, parce qu'avec ses photocopies, il met en danger les familles, les enseignant-es et leurs proches, et la lutte contre la pandémie... La FSU a appelé à ne pas rentrer dans un tel dispositif, à ne pas ni dans les supérettes distribuer leurs cours, ni dans les exploitations de fraises. Les enseignant-es et leurs élèves méritent un autre ministre et une autre politique éducative, tournée vers la réussite de toutes et tous les élèves.

De nombreux collègues se sont également portés volontaires pour assurer l'accueil des enfants des personnes soignants. Assurer leur protection et limiter la diffusion du virus nécessite des moyens de protection. La réaction tardive et insuffisante du gouvernement sur le sujet des masques a mis en danger les soignants sous-équipés, mais aussi ces enseignant-es volontaires et plus largement toute la population ! Les masques annoncés par le ministère sont donc très attendus dans les écoles...

La FSU déplore le non report de la procédure Affelnet. Le maintien en période de confinement renforce dans le premier degré la pression sur les directeurs et directrices d'école, déjà largement sollicités et accentue dans le second degré les incertitudes quant à la construction des projets d'orientation des élèves. L'engagement des personnels de l'Éducation Nationale et plus largement des fonctionnaires est donc essentiel, pour des Services Publics au service de la société, même dans les moments de crise. Le gouvernement serait bien inspiré de s'en souvenir, en redonnant des moyens pour fonctionner, en revalorisant les salaires, en abandonnant la suppression des CHSCT, la quasi-disparition des CAP et en réintroduisant le rôle majeur du paritarisme dans la gestion du personnel. C'est la raison pour laquelle 15 organisations associatives et syndicales dont la FSU se sont associées pour publier la tribune-pétition « Plus jamais ça, préparons le jour d'après ». Nous demandons 4 mesures immédiates pour sortir de la crise et 3 mesures de long terme.

Carte scolaire

Venons-en maintenant à la carte scolaire 1er degré. Nous avons pris acte de la dotation complémentaire de 17 postes pour l'Ain, qui montre bien que la carte scolaire ne pouvait avoir lieu avec la dotation initialement prévue.

C'est un premier pas, mais cette dotation reste insuffisante pour couvrir tous les besoins et doit être à nouveau abondée pour répondre aux besoins, surtout si l'on veut se donner comme objectif de rattrapper le retard pris lors de cette crise sanitaire et surtout si l'on veut se donner des objectifs ambitieux pour toutes et tous nos élèves.

Pas de fermetures en rural : et les autres écoles alors ? Vont-elles faire les frais de cette belle annonce médiatique de notre ministre de la communication ?

RASED : Nos élèves en difficulté auront bien besoin de RASED renforcés car actuellement, ils sont largement incomplets au point d'être inopérants parfois.

PDMQDC : les derniers postes de l'Ain disparaissent donc. Encore un dispositif ambitieux mais abandonné ! La FSU demande le maintien de ces postes mais aussi la création de ces postes en nombre.

REP/REP+ : arrivera-t-on un jour au GS, CP, CE1 à 12 ? L'opinion publique pourrait croire que c'est déjà le cas car les annonces médiatiques l'an dernier l'ont laissé entendre. Mais non ! Cela nécessite encore des postes pour se faire, dans l'Ain comme partout en France

GS/CP/CE1 à moins de 24 élèves dans les autres écoles : là encore de belles annonces ! Mais cela ne reflète pas la réalité.

Indicateurs : non content de ne pas tenir ces objectifs, la Directrice Académique a revu ces indicateurs contre l'avis de l'ensemble des élus du personnel.

Pour le second degré :

Pour le 2nd degré, la rentrée continue à se préparer sur des bases qui ne sont pas satisfaisantes. Car si une dotation exceptionnelle de 1200 postes est annoncée pour le premier degré, aucun poste supplémentaire n'est annoncé pour le second degré !

Nous demandons nationalement la mobilisation dès à présent des 350 ETP gelés par le Ministère en décembre dernier, et qui permettraient d'apaiser une rentrée compliquée, nous avons déjà eu l'occasion de le dire.

En conclusion :

Ce qu'il nous faut, à l'instar de l'hôpital, c'est un véritable plan d'investissement massif. Avec une première tranche dès maintenant, et ce, sans recourir à l'embauche de contractuels. Cela passe par l'augmentation du nombre de places aux concours. Si besoin il faut recourir ensuite sur liste complémentaire puisque les textes le permettent.

Fini le flux tendu et la gestion managériale et technocratique.

Voici les annonces qui sont à la hauteur des enjeux. Nous les attendons sur BFMTV, ou mieux, lors d'une réunion avec les organisations syndicales si notre ministre avait cette once de respect. Et si elles ne viennent pas, ces annonces, ne vous inquiétez pas, le confinement fini, nous viendrons les chercher avec les autres fonctionnaires, et avec tous les citoyens pour qui, il ne sera pas possible de continuer comme avant.

Rien ne sera plus comme avant, et nous travaillons d'ores et déjà à construire le jour d'après !